

Comment les printemps arabes ont signé l'échec de l'islam politique et enterré bien des espoirs, mais pas tous



Extrait de "Danser sur un volcan" de Nicolas Baverez, aux éditions Albin Michel 2/2

Avec Nicolas
Baverez

Les révolutions qui affectèrent le monde arabomusulman à partir de 2011 partagent avec celle de 1989 de n'avoir été ni prévues ni anticipées. La chute de Ben Ali en Tunisie puis celle d'Hosni Moubarak en Égypte éclatèrent comme autant de coups de tonnerre dans un ciel que l'on pensait à tort serein. L'insurrection iranienne de 2009 avait pourtant montré, entre autocratie et islam radical, le réveil des sociétés musulmanes.

Le Printemps arabe a éclaté en Tunisie. Sous la direction de Ben Ali, le pays avait connu un développement économique régulier, fondé sur les services et le tourisme ainsi que sur l'émergence d'une classe d'entrepreneurs dynamiques. Au prix cependant d'un chômage massif des jeunes, notamment des diplômés, d'inégalités de plus en plus criantes, d'une corruption endémique qui faisait la part belle aux proches du Président, enfin d'une répression féroce des partis d'opposition et des islamistes. Le soulèvement, né de l'immolation par le feu d'un vendeur ambulant victime du racket policier, emporta en quelques semaines le régime qui tenait le pays d'une main de fer depuis 1987. L'onde de choc gagna l'Égypte : véritable laboratoire des mutations du monde arabe, elle fut le berceau des Frères musulmans en 1928, du coup d'État de Nasser qui, en 1952, inventa le nationalisme arabe, du renversement des alliances au bénéfice des États-Unis puis de la paix en Israël réalisés par Anouar el-Sadate avant son assassinat. Les manifestants de la place Tahrir provoquèrent le départ d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011, abandonné par l'armée et par l'Occident en raison de sa tentation dynastique et d'une corruption tentaculaire. La révolution, comme en Tunisie, fut confisquée par les fondamentalistes islamiques, seule force d'opposition organisée, à l'occasion des élections législatives (42 % des voix aux Frères musulmans), puis présidentielles (52 % des voix à Mohamed Morsi en juin 2012) ; ils furent à leur tour dévorés par la dynamique révolutionnaire. En 2011 pourtant, la chute successive de deux des autocraties les plus puissantes libéra de la peur les sociétés qui entrèrent en mouvement dans l'ensemble du monde arabo-musulman, du Maroc à la Turquie en passant par la Libye, la Syrie et le Yémen, l'Arabie Saoudite et Bahreïn. Seul le Qatar fit exception.

Le réveil des peuples arabes connut un destin très divers, sans parvenir à promouvoir une nouvelle donne plus favorable au développement économique, à la justice et à la dignité des hommes. La contestation fut désarmée par des signaux d'ouverture au Maroc, par le souvenir de la terrible guerre civile des années quatre-vingt-dix en Algérie, par une redistribution massive des réserves pétrolières dans les monarchies du Golfe. Elle fut violemment réprimée à Bahreïn. Elle déboucha sur la guerre civile en Syrie, où le régime de Bachar al-Assad survit au prix de 250 000 morts et de 11 millions de réfugiés, en Libye, où le renversement du colonel Kadhafi, dû à l'intervention des forces occidentales conduites par la France, a débouché sur le chaos, et au Yémen, où les milices houthis, soutenues par l'Iran, affrontent le camp présidentiel appuyé par l'Arabie Saoudite.

Trois ans après la chute de Ben Ali et de Moubarak, la révolution a connu une même confiscation par les islamistes et un même

échec de leurs gouvernements avant de diverger. En Tunisie, la prise du pouvoir par le parti Ennahda aboutit rapidement à un désastre économique et social, avec la récession et le chômage, mais aussi politique et stratégique, avec la vague d'assassinats de leaders libéraux et de défenseurs des droits de l'homme ainsi que la dégradation de la situation sécuritaire et la multiplication des attentats par les groupes islamistes profitant du chaos libyen. En 2013, le pays était au bord de la guerre civile. Ennahda accepta alors de s'effacer au profit d'un gouvernement de transition qui permit le vote d'une Constitution progressiste par 92 % de la population au début de 2014.

En Égypte, Mohamed Morsi fut destitué, le 3 juillet 2013, sous la pression des manifestations qui ramenèrent les généraux au pouvoir derrière le maréchal al-Sissi. Le premier président égyptien démocratiquement élu fut moins renversé par les militaires que par la mobilisation du peuple. Les islamistes déçurent plus vite encore que les autocrates. Mohamed Morsi a cumulé la faiblesse du leadership et l'autoritarisme, se coupant de la population tout en affermant l'État aux Frères musulmans. La corruption et les violences policières sont allées de pair avec la montée de l'insécurité. Surtout, la crise économique et sociale s'est emballée avec l'effondrement de 30 % du tourisme, l'envol du chômage qui touche 20 % de la population active, les pénuries de produits de première nécessité. L'économie égyptienne fut prise en étau par l'explosion du déficit budgétaire, la déliquescence du secteur public, et la crise de la balance des paiements qui provoqua l'effondrement de la livre. La prise du pouvoir par le maréchal al-Sissi, plébiscité par une très grande majorité d'Égyptiens, s'imposa comme la dernière chance de prévenir l'effondrement de l'État et la plongée dans une guerre civile à la syrienne.

Force est de constater que le Printemps arabe a débouché sur un nouvel échec de l'islam politique, venant après la débâcle des expériences de modernisation soutenues par les États-Unis ou se réclamant des modèles socialistes. L'impasse dans laquelle se trouve enfermé le monde arabo-musulman renvoie au cumul de quatre fléaux : l'absence de démocratie, bloquée par les structures tribales, le nationalisme autoritaire des militaires et l'islamisme ; l'échec du développement ; la spirale infernale de la pauvreté et des inégalités ; enfin la condition des femmes.

Les soulèvements n'ont pas conduit à la démocratisation mais au déchaînement de la violence. Le Moyen-Orient est ainsi devenu, au croisement de la guerre civile, de l'effondrement des États et des rivalités de puissance, le théâtre d'opérations privilégié du djihad. Pour autant, le réveil des sociétés arabes comporte une part d'espoir. Il est en effet indissociable de l'émergence d'une classe moyenne émancipée et d'une jeunesse urbaine éduquée qui refuse de céder à la peur et de se soumettre aux traditions. Il traduit la volonté de certains peuples de prendre leur destin en main en échappant aux manipulations par les puissances extérieures à la région. Il peut ouvrir la voie à un programme de réformes qui permettrait à ces pays d'exploiter leur formidable potentiel.

Extrait de *Danser sur un volcan* de Nicolas Baverez, publié aux [éditions Albin Michel](#), 2016. Pour acheter ce livre, cliquez [ici](#).

□